

# LOIRE ATLANTIQUE les nouvelles

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 526 - 4 octobre 1990 - Prix 2,50 F

## SPECIAL CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

### SOMMAIRE

• CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE	2 3	• BASSIN NAZARIEN	6
• ELUS NANTAIS - BUDGET	4	• H. KRASUCKI EN LOIRE-ATLANTIQUE	7
• CHÂTEAUBRIANT	5	• RENTRÉE SCOLAIRE	
		• PROTECTION SOCIALE	

## POUR LA REGION : LA NAVALE C'EST L'AVENIR

La construction navale a de l'avenir.

Cette affirmation que les communistes ne cessent de répéter depuis de nombreuses années prouve au début de ces années 90 toute sa véracité. Le carnet de commande mondial ne cesse de se développer et tous les experts s'accordent à dire que l'explosion en ce domaine est encore devant nous.

Beaucoup se réjouissent de cette situation aujourd'hui, les mêmes qui annonçaient de profondes difficultés, les nécessaires reconversions industrielles, accompagnées de pseudo reconversions sociales.

Au nom de la modernité, on a fermé des chantiers sous couvert de la non-rentabilité.

Quel gâchis industriel, quel gâchis humain, y compris à Saint-Nazaire où les effectifs sédentaires sont passés de 7 000 à 4 500 entre 1976 et 1990 ! Ce qui amène le directeur à déclarer qu'il n'est pas en mesure de prendre plusieurs commandes en l'état actuel du carnet. Il s'agissait, en l'occurrence, des 2 ferries de la B.A.I., aujourd'hui commandés en Finlande.

Cette dernière situation nous amène à la plus grande vigilance.

D'autant plus qu'après quelques messages gouvernementaux, Jacques Chereque, l'homme qui a transformé la sidérurgie lorraine en parc de loisirs (qui fait faillite) s'intéresse à la région en y apportant des subsides de disertifications.

Dans le même temps, Rocard ironise sur les excès d'aide à la Navale. Certes, nous connaissons le point de vue des dirigeants socialistes sur notre industrie. La situation de la Ciotat est là pour le prouver si besoin en était.

Pour autant le discours de tel ou tel ministre n'est pas parole d'évangile. Il n'y a aucune fatalité à ce qu'il soit mis en œuvre. Les deux conflits de 88 et 89 ont permis certaines avancées industrielles et sociales. Ce sont des acquits importants qu'il faut poursuivre.

Saint-Nazaire s'est construit autour de la construction navale. Cette industrie est une valeur économique importante pour la localité, la région, le pays.

Tout laisse présager des commandes mondiales en forte hausse dès maintenant. Alors, franchement, sans plus attendre, imposons ensemble un avenir social répondant aux besoins et aspirations de notre temps.

Louis DRONVAL

## "INÉBRANLABLES DANS LA TEMPÊTE"



Voilà près d'un demi-siècle, puisque nous commémorons cette année le 49ème anniversaire de la fusillade de Châteaubriant et Nantes, que la Sablière de la route de Soudan entrait tragiquement dans l'histoire.

Ce lieu est devenu un haut lieu de la Résistance, un lieu de pèlerinage des plus fréquentés, tout au long de l'année, et celui où, chaque octobre, se déroule la plus importante manifestation populaire d'hommage à la Résistance.

Pourquoi cela précisément à Châteaubriant ? Comme Aragon l'a écrit, rendant hommage à "ceux de Châteaubriant", comme Henry Noguère l'explique, comme François Mauriac le résume si bien, c'est que ceux qui tombèrent le 22 octobre 1941 résistèrent jusqu'à leur dernier souffle face au peloton nazi. C'est qu'ils avaient été désignés à leurs bourreaux par ceux qui trahissaient la France et par haine de classe livraient des militants, des élus, des syndicalistes et responsables du PCF... aux SS.

Châteaubriant symbolise la Résistance du peuple, de sa classe ouvrière. Un demi-siècle après les 27 dérangent encore tous ceux qui voudraient effacer de la mémoire collective ce qui constitue l'identité du PCF et ce que recèle de leçons l'histoire, de la lutte obstinée de la classe ouvrière contre les trahisons de la bourgeoisie et des politiciens à sa solde.

Au moment où, à l'est de l'Allemagne, les rues Jean-Pierre Thimbaud sont débaptisées, sachons transmettre la mémoire de ceux qui, de Châteaubriant au Vercors, des prisons aux camps, des maquis aux usines, donnèrent leur vie pour que leurs enfants puissent connaître la paix, la liberté, la démocratie.

Le 21 octobre à Châteaubriant, le 22 octobre à Nantes, nous rendrons hommage à ces hommes, à ces femmes qui restèrent "inébranlables dans la tempête" et qui font aux travers des siècles l'honneur de notre pays.

Joël BUSSON

## COUPS DE...

### A CHACUN SES AMIS

Dans un interview au "Journal du Dimanche", en présentant la contribution sociale généralisée (C.S.G.) à l'ordre du jour du Conseil des Ministres du 3 octobre, Claude Evin annonce clairement la couleur. Cet impôt Sécu, dit-il, "l'opposition actuelle l'avait aussi évoqué lorsqu'elle était au pouvoir en 1986-1988". Il rappelle que Barre est pour, que Bernard Pons "s'est aussi exprimé dans ce sens au Parlement". Quant à Philippe Seguin, il s'est félicité de ces orientations.

La chose est entendue, pour faire passer leur projet, le Président de la République et son gouvernement comptent sur la droite. Le ministre de la Santé déclare d'ailleurs cela avec un brin de provocation à l'égard des centristes et du R.P.R. La droite déclare-t-il, "a dit qu'il fallait le faire quand elle était au pouvoir mais elle ne l'a pas fait. Moi je le fais".

En quelque sorte, il la met au défi : osera-t-elle s'opposer à un projet dont elle peut aussi revendiquer la paternité ?

### LES DEMENAGEURS

Jacques Chereque, venu à Saint-Nazaire au Congrès de Villes moyennes, a annoncé la création prochaine de la "société de développement industriel de Saint-Nazaire". L'Etat et les entreprises, Chantiers de l'Atlantique, ELF Aquitaine et Rhône-Poulenc participeront financièrement à cette réalisation "miracle" pour résoudre le chômage.

Mais à peine Chereque est-il reparti que les emplois tombent... en moins.

Ces dernières semaines, DIM et les Galeries fermaient leurs portes, Eaton licenciait.

Aujourd'hui, c'est le tour de Velan-Rateau de la Baule (filiale du Groupe Alstom, tiens, tiens !) qui déménage à Lyon, supprimant 72 emplois.

Lorsqu'il était encore syndicaliste, Jacques Chereque, surnommait Olivier Guichard, le ministre de l'Aménagement du Territoire de l'époque, "le démouleur du territoire".

Ce titre peut être transposé aisément sur Chereque, lui qui a, à son actif, la casse de la sidérurgie. Aujourd'hui, il semble s'intéresser à la Navale et à l'automobile. Attention danger !

... PIOCHE !



## NEGOCIATIONS = AVOIR LE DROIT DE PARLER

Après des années de monologue, la direction dialogue.

Visiblement, les deux conflits importants de 88 et 89 ont ébranlé la belle assurance de nos timoniers trois-pièces-cravate. Il est vrai que le bateau a pas mal de tangage et que le mécontentement souffle fort dans les voiles.

Mais suffit-il de dialoguer, et même de négocier pour que le contentement disparaisse ? A voir ! Indiscutablement, contraindre les patrons à négocier constitue une avancée. Reste à savoir si cette avancée se traduira par des points marqués pour le personnel.

Dans les négociations en cours (par moins de 8 thèmes, excusez du peu), les conflits constituent une bonne base à laquelle les syndicats peuvent s'adosser. La direction, en effet, s'en souvient et craint par dessus tout une relance de l'action.

Mais il faut avoir conscience que négociations ne veut pas dire forcément un plus pour le personnel. Les patrons peuvent même en profiter à la faveur d'un certain consensus ambiant pour faire passer des mesures dangereuses.

Il est donc primordial que chacun soit informé et consulté le plus largement possible.

Avec 8 négociations sur des thèmes allant des classifications aux conditions de travail en passant par le droit syndical, la Direction avoue le déficit social, mais elle craint de donner la parole au personnel en refusant d'accorder du temps payé pour se tenir au courant et faire le point avec les syndicats qui ont tous leur rôle à jouer. C'est là pourtant un aspect essentiel. C'est la démocratie. C'est une exigence qu'il faut imposer pour éviter les pièges et les signatures dans le dos du personnel.

Négociations ? O.K. Mais le rapport de force est toujours nécessaire. Ne l'oublions jamais.

Aux syndicats de tout faire pour, à la fois donner leurs analyses et aussi donner la parole au personnel.

A tous d'être inventif dans la définition des revendications et les moyens d'action.

Pour notre part, nous avons des choses à dire et nous sommes prêts aussi à écouter.

## CONDITIONS DE TRAVAIL

Au Chantier, les conditions d'hygiène et de sécurité se dégradent, en particulier dans les bords.

Il n'existe pas réellement d'études pour la sécurité au cours des différentes phases de montage des navires.

Par exemple, à bord du "Monarque des Mer", frère jumeau du "Souverain des Mers", plus de 2 000 travailleurs sont répartis sur 13 ponts et, notamment, sur les 7 ponts du bas.

2 000 travailleurs ! c'est une petite ville. Il faut établir des règles de vie telle que l'évacuation systématique des déchets. Malheureusement, les grues sont employées presque exclusivement pour la production et, souvent, d'une manière anarchique pour les diverses corporations. Le matériel est embarqué et entassé n'importe comment aux dépens des voies de circulation.

C'est ainsi que l'on trouve beaucoup de déclarations d'accidents du travail pour déplacement et chute de plein pied dûs à l'encombrement des ponts.

La direction des chantiers s'est engagée dans une politique d'em-

ploi de personnel sous-traitant ou intérimaire, plutôt que d'embauche. C'est une main-d'œuvre qui lui coûte moins cher et jetable à souhait. Ces emplois précaires sont généralement confiés à des jeunes qui n'ont pas d'expérience dans la construction navale, pas de formation, bien évidemment, en matière de sécurité.

Ils acceptent des travaux de tout genre pour garder leur emploi, aux dépens des règles élémentaires de sécurité. C'est ainsi que pour le second trimestre 1990, le bilan des accidents du travail a donné lieu à enquête du C.H.S.-C.T. Il en ressort que, sur 9 accidents, 4 travailleurs intérimaires, ou sous-traitants en sont les victimes.

Mais la proportion des accidents est encore plus grande chez ce personnel. Nous ne connaissons malheureusement pas les statistiques non comptabilisées par les chantiers. Cela permet à la Direction de se vanter des bons résultats pour ses statistiques, alors que bien des travaux pénibles et dangereux sont confiés aux sous-traitants.

## ÇA MAGOUILLE

Après le grand conflit de 88, les ministères (Industrie, Travail) avaient commencé des discussions avec tous les syndicats des chantiers.

Puis, bien des mois après, ils les ont poursuivies, mais avec la C.F.D.T. seule, excluant les autres organisations et préférant rester face à un syndicat qui était évidemment d'accord pour jouer à ce jeu pas très démocratique.

On peut s'interroger sur le pourquoi de cette pratique sélective ? C'est peut-être que le pouvoir a des choses à dire que les autres organisations n'ont pas besoin de savoir ? A moins que ce ne soit l'inverse ? C'est-à-dire la C.F.D.T. qui a des choses à dire... etc.

Bref, dans tous les cas de figure, ça sent la magouille... On s'interroge !

## COURRIER AU DIRECTEUR

La CFDT des Chantiers a écrit dernièrement à la direction pour dire - nous n'inventons rien - que l'accord salarial n'est pas bon et comme ça ne fait pas le compte, et bien, il faut augmenter les primes... ! Etonnant, non ?

Vous ne le croyez pas ? Et bien, jugez vous-même puisque voilà textuellement ce qu'elle dit : "Le problème salarial demeure crucial même après avoir signé un accord le 20 avril 90 sur ce sujet. Pour les salariés du chantier, le retard de ces dernières années est loin d'être rattrapé".

Si on sait lire, ça veut dire que l'accord est mauvais. Mais alors, pourquoi l'avoir signé ? Et surtout, pourquoi l'avoir signé sans demander l'avis du personnel ?

## L'HEURE DE L'EMBAUCHE

Alors que le carnet de commandes mondial en matière de construction navale ne cesse de grimper, près de 100 % depuis mars 1987, soit 40 millions de tonnes, cette situation n'inspire ni les patrons des chantiers ni nos gouvernants.

Ces derniers multiplient toujours les obstacles à la réouverture du chantier de La Ciotat.

Mais à Saint-Nazaire, alors que cette région connaît un taux de chômage considérable - près de 20 % de la population active - les Chantiers voient leurs effectifs qui continuent de baisser.

Ainsi, depuis janvier 1990, c'est une baisse de 150 départs, démissions, pré-retraites, ... qui a été enregistrée.

L'appel à la sous-traitance, avec les emplois précaires que cela entraîne, se fait de plus en plus souvent ; soit 1 300 travailleurs extérieurs s'impliquant dans la fabrication actuelle des 4 navires en construction.

Le budget 90/91 des Chantiers prévoit une surcharge permanente de 660 000 heures productives, soit l'équivalent de 400 emplois.

Oui, messieurs du patronat et du gouvernement, l'heure devrait être à l'embauche aux Chantiers de Saint-Nazaire !



Les travailleurs veulent que leurs aspirations soient prises en compte

## DEMOCRATIE

La Direction a donc décidé de modifier son image de marque en engageant des négociations multiples. C'est louable, mais cela correspond-il aux désirs et besoins des salariés ? La question n'a pas été posée.

Lors des négociations sur les classifications, la CGT a demandé du temps payé pour informer et débattre du contenu : refus de la Direction.

Dans les bureaux d'études, ce syndicat décide d'expliquer la situation aux personnels : blocage de la Direction.

Drôle d'attitude d'une direction qui prône une nouvelle politique sociale !

Au premier soubresaut, le sourire apparent laisse la place au glacié traditionnel. Ne pouvant plus appliquer de front sa politique autoritaire, elle veut l'appliquer par le consensus social.

Les syndicats négocient et éventuellement signent des accords, les travailleurs n'ont pas leur mot à dire.

Néanmoins, cette direction n'est pas si sûre d'elle. Elle s'arrogé le droit (divin) de réunir les salariés à plusieurs reprises en plus des réunions du mercredi pour leur expliquer que la situation est difficile, qu'il faut encore gagner en producti-

vit, donc qu'il faut retrousser les manches.

Le discours est connu ! L'objectif également ! Néanmoins, les salariés ont montré fortement leur mécontentement. Il faut en tenir compte. Pour cela, tous les travailleurs doivent pouvoir s'exprimer. Force est de constater que les droits nouveaux sont encore à conquérir.

La démocratie, but et moyen de la politique du Parti Communiste Français, trouve là sa raison d'être.

Nous appelons les salariés à être les acteurs d'un véritable changement politique et social dont l'entreprise a besoin.

## D'ACREMONT A PEUR DE LA DEMOCRATIE

Le Directeur qui prend du temps et qui convoque le personnel à chaque fois qu'il le juge utile, pour expliquer ses points de vue, ses analyses, etc... refuse catégoriquement du temps payé pour que les syndicats fassent le point des négociations avec les travailleurs, analysent et discutent avec eux.

La CGT, qui a fait cette demande (logique quand on voit tous les thèmes de discussion), a reçu une fin de non recevoir qui en dit long sur "l'ouverture sociale" aux Chantiers.

Visiblement, la direction a peur de la démocratie.

Et dommage que les autres syndicats n'aient pas appuyé cette exigence nouvelle qui devient pourtant de plus en plus incontournable !



## FORMATION PROFESSIONNELLE

Dernièrement, au service des voiliers, a été lancé, pour les besoins de ce secteur du Chantier, un plan exceptionnel de formation pour une vingtaine de postes à pourvoir sur les machines à découper au "plasma" et numériques.

Les informations pour cette opération ont été très nombreuses et, nous pouvons le dire, très utiles. Car, pour les 20 postes à pourvoir, c'est en fait une cinquantaine d'ouvriers qui se sont inscrits. Et pas seulement pour une formation professionnelle en direction de ces postes de travail, mais bien au-delà, pour d'autres métiers.

La formation professionnelle est un réel besoin pour les travailleurs et pas seulement quand ça arrange l'employeur.

L'aspiration à une formation qualifiante est grande.

Ce qui est bon pour le salarié est forcément bon pour l'entreprise.

Une formation aboutissant à des bonnes qualifications, c'est possible dès maintenant.

Mais il faut que chacun y retrouve son compte.

## ACTION DETERMINANTE

Il est quelquefois intéressant de faire un recul sur les faits afin de tordre le cou à certaines idées reçues.

Ainsi, Saint-Nazaire et les Chantiers de l'Atlantique, sont souvent décriés pour les mouvements sociaux et grèves, comme si les travailleurs étaient responsables de cette situation. Celui n'aurait, dit-on, à l'image de marque de la Région et, par voie de conséquence, aigrir sur le taux

de chômage.

Mais que font nos dirigeants patronaux et gouvernementaux pour utiliser le bonus actuel des commandes afin que Saint-Nazaire et la France en profite, plutôt que l'Allemagne réunifiée ou le Japon ?

Les travailleurs n'ont d'autre solution que la revendication et l'action.

Réfléchissons : que serait devenu Saint-Nazaire et son chantier si les

travailleurs n'avaient pas lutté ? Pour s'en convaincre si nécessaire, il n'y a qu'à constater que depuis le conflit de 88, 12 navires ont été commandés au Chantier de l'Atlantique, un bâtiment de mesure, deux super paquebots, six frégates, une drague et deux autres paquebots de croisière... Nul doute que l'action des travailleurs a été déterminante !



Pour construire de tels chefs-d'œuvres : formation, classifications, salaires doivent suivre

## CLASSIFICATIONS

Une réunion avec la direction sur les classifications est prévue le 9 octobre.

La grille de classifications a bien besoin d'être revue puisque la grille actuelle date de 15 ans.

Les discussions durent depuis mars 1990, et pour la CGT, la réunion du 9 octobre sera décisive.

La direction a dû reconnaître qu'un certain nombre d'ajustements s'avèrent nécessaires, mais pour autant elle veut limiter la portée qu'aurait une refonte de la grille sur l'évolution de carrières du personnel.

La CGT entend donc informer le personnel du résultat, en discuter et décider avec lui.

Après la réunion, la CGT "utilisera les 2 heures annuelles payées sur le temps de travail dont chaque personne du chantier a droit pour participer à des assemblées générales. Ces assemblées auront lieu dans la semaine du 8 au 13 octobre".

## ETIENNE GARNIER

### MOUCHE DU COCHE... OU FOU DU ROI ?

C'est en 1968 que M. Etienne Garnier débarquait à Saint-Nazaire, bardé d'un titre de Directeur de Cabinet du Secrétaire d'Etat auprès du 1er Ministre. Il avait 32 ans...

Sa première proclamation : "Le changement passe obligatoirement par des hommes nouveaux".

22 ans ont passé : le petit nouveau et le renouveau ont pris de la bouteille...

Pour sa 22ème reprise, Etienne Garnier ne désespère pas ; il entend tout à la fois succéder à Olivier Guichard, maintenir sa place à Saint-Nazaire en boutant les socialistes hors de la Mairie, travailler à l'union de la droite, rapprocher Joël Batteux et Evin au sein de l'A.P.C.A.B.L.E.

Ce Garnier ne craint pas le cumul ! De plus, il distribue des notes aux conseillers généraux et régionaux et vient d'hériter d'un nouveau titre chargé par Juppé des questions maritimes...

On dit aussi qu'en coulisses, il s'occupe des municipalités à maires communistes et qu'il travaille au consensus entre la droite et le P.S. Drôle de parrain et drôle de courtois pour le parti socialiste (...).

A ce jeu-là, M. Garnier risque de se retrouver le cul entre deux chaises. IL est peut être le fou du roi, mais ce fou là ne devient pas le roi !

## LES COMMUNISTES DE MEAN-PENHOET ET LE PEAGE

Il y a 15 ans, le Pont de Saint-Nazaire s'ouvrait à la circulation. Il paraît qu'il vieillit bien ! Tant mieux ! Par contre, les automobilistes versent toujours aussi régulièrement leur obole dans la caisse de la Société Anonyme d'Economie Mixte, chargée de sa gestion. D'après la presse locale, le montant total des dépenses, tous investissements confondus, s'élevaient à l'époque à 261 millions de francs. Il faut se souvenir que le pont était payé à sa mise en service avec les subventions consenties par l'Etat, la Région, le Département, et par l'argent des administrés des "deux rives". La mise en place de la société d'écono-

mie mixte n'avait aucune raison d'exister, sinon pour ramasser du fric en plus. C'EST DU VOL. Nous serions curieux de connaître les comptes d'exploitation de cette société, car, avec les millions de passages, donc de péages, encaissés depuis 15 ans, ça doit faire un "sacré butin" ! Comme l'affaire est juteuse ; il est prévu de la poursuivre encore 20 ans... On peut dire que les usagers, ceux du département en particulier, se sont payés un PONT EN OR pour traverser la Loire. L'escroquerie a assés duré. Aussi, nous proposons qu'à l'occasion de son 15ème anniversaire, sa traversée soit gratuite pour tous et pour toujours...

## Claude Evin contre le personnel de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie

Le Conseil d'Administration de la C.P.A.M. de Saint-Nazaire a décidé, le 6 juin dernier, de voter un budget supplémentaire de gestion administrative permettant d'améliorer le déroulement de

carrière du personnel de la Caisse. Les patrons, n'osant s'y opposer, préféreraient ne pas participer au vote.

Claude Evin, lui, a osé. Il a annulé purement et simplement la décision du Conseil.

Face à l'autoritarisme du ministre, qui, manifestement, dans les secteurs d'activités liés à son ministère, s'illustre par des actions de zèle, les personnels des caisses se mobilisent comme ce fut le cas sur le plan national le 27 septembre à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T., de F.O., de la C.F.T.C. et de la C.G.C.

## LA SECURITE DES CITOYENS A LA TRAINÉ

Les policiers de Saint-Nazaire et de la Baule sont mécontents. Les effectifs sont en réduction, on leur demande de plus en plus de tâches et la modernisation promise n'arrive pas.

Les policiers en sont conduits à réduire le nombre de patrouilles alors qu'ils constatent en même temps une augmentation importante de la petite délinquance (+ 5 % en un an à Saint-Nazaire).

Selon le secrétaire régional adjoint du Syndicat indépendant de la Police Nationale, M. Jean-François Cabalan, "d'ici la fin de l'année, il manquera 10 % des effectifs chez les hommes en

tenue et 21 % chez les enquêteurs et les inspecteurs de Saint-Nazaire".

Cinq appelés du contingent vont "grossir" les rangs du commissariat de Saint-Nazaire. Cela ne fait pas le compte, mais ce n'est pas non plus la solution. Ils auront des pouvoirs de police limités et pour le syndicat "il ne faudrait pas que l'administration remplace des titulaires par des auxiliaires".

La sécurité des citoyens n'est pas la priorité du Ministre Joxe et du gouvernement. Ah ! s'il s'agissait de recruter pour rejoindre le Golfe, les moyens financiers ne manqueraient pas !



Les communistes sur le terre-plein de Penhoët contre le racket pétrolier



# Venez essayer la nouvelle Renault Clio



RENAULT CLIO, L'ESSAI

QUI EN MET PLEIN LA VIE

**RENAULT** *Saint Nazaire*  
VOTRE CONCESSIONNAIRE **Centre Automobile de l'Etoile**

**RENAULT**  
LES VOITURES  
A VIVRE

Voie express de PORNICHEZ - SAINT-NAZAIRE ☎ 40.70.35.07

## Nouvelle LADA SAMARA 1100 - 5 CV.



# 39.990 F.

### Désormais rien ne peut vous arrêter.

3615 LADA **LADA** **poch**  
LADA. UNE MARQUE A TOUTE EPREUVE

Traction avant, boîte 5 vitesses, 5 places, 3 portes, équipement de série très complet. (Consom. conv. : 90 km/h 5,6 l - 120 km/h 8,6 l - urbain 7,9 l) - Garantie réseau Poch Assistance avec A.M.I. 300 concessionnaires et agents en France. NOUVELLE GARANTIE "DRAKKAR-LONGUE DURÉE" (Option 2 ans de garantie supplémentaire). Existe également en version 5 portes : 43.990 F. \*Prix clés en main au 2/01/90 A.M. 90 (hors frais d'immatriculation).

VENEZ VITE L'ESSAYER CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

Votre concessionnaire :

**Garage DUMAS**

98, route de la Côte-d'Amour  
SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.70.08.99

REPRISE 5000 F. minimum de votre ancien véhicule.

## L'effort de l'USINE

# 500\*

cuisines

*Sacrifiées*

CUISINES  
**SCHMIDT**

\* Pour l'ensemble des centres conseil cuisines SCHMIDT participant.

POUR COMMANDES ENREGISTREES A PARTIR DU 20 SEPTEMBRE 1990

Jusqu'au bout de l'exigence

**GO**  
CUISINES

Alain Grégoire  
48, BD VICTOR HUGO  
SAINT-NAZAIRE  
TÉL. 40.66.33.64.

### LES ELUS COMMUNISTES DE NANTES ET LE BUDGET SUPPLEMENTAIRE

Lors de la discussion sur le budget supplémentaire de la ville de Nantes, le groupe communiste déclarait notamment :

"... A notre initiative, le conseil municipal de Nantes a adopté au printemps, un vœu pour que le mode de calcul de cette dotation reste indexé sur le volume des recettes de la TVA. Cette préoccupation n'est pas périmée. L'écho rencontré par cette revendication, reprise par M. Giraud, Président de l'Association des Maires de France, est un encouragement à accentuer la pression des collectivités contre un projet injuste, qui viendrait confirmer un nouveau désengagement de l'Etat, le transfert aux communes de charges nouvelles.

Ce n'est un secret pour personne que nous sommes opposés à une politique d'austérité budgétaire dont les salariés auraient à faire les frais. Cela vaut aussi pour les villes et la population.

Nous suggérons donc que soit exprimé de façon pressante la préoccupation des élus nantais sur ce chapitre. En disant cela, nous ne nous éloignons pas du sujet. Les équilibres budgétaires, la satisfaction des besoins des habitants, la qualité de la vie à Nantes, dépendent, aussi, d'une issue favorable au souhait unanime des élus de cette Assemblée".

### ELUS NANTAIS : PERMANENCES

M. Claude Constant, adjoint au Maire de Nantes, tiendra une permanence à la Mairie annexe de Malakoff, les vendredis 12 et 26 octobre, de 9 heures à 11 heures.

Les habitants du quartier peuvent également demander un rendez-vous avec M. Constant en s'adressant à la Mairie annexe.

Michel Moreau, adjoint au Maire de Nantes, chargé de l'Hygiène et de la Santé Publique, informe les Nantais et les Nantaises qu'il tient sa permanence chaque samedi matin de 10 heures à 12 heures, à l'Hôtel de Ville.

Tél. Secrétariat : 40.41.92.28.



# 49<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DES FUSILADES DE CHATEAUBRIANT

**DIMANCHE 21 OCTOBRE 1990**



Images des cérémonies 89 (photos R. TESSIER)

**Le 22 OCTOBRE 1941, 27 RESISTANTS PATRIOTES ETAIENT FUSILLES PAR LES NAZIS A CHATEAUBRIANT**

*49 ans après nous leur rendons hommage ainsi qu'à tous ceux tombés dans les combats de la Résistance et de la Libération de la France.*

Evocation historique :

**"INEBRANLABLES DANS LA TOURMENTE"**

- Texte et poèmes de Jacques GAUCHERON
- Mise en scène de Pierre FOREST
- Avec Marc OGERET, Claudine RAMUS et Pierre FOREST

Allocution de :

**M. Yves MOREL,**

Secrétaire général de la Fédération nationale des Déportés, Internés, Résistants, Patriotes.

**M. Pierre BLOTIN,**

Membre du Bureau Politique du Parti Communiste Français

10 h 00 : Cérémonie devant la Stèle de la Blisière.  
(départ collectif 9h30 - Hôtel de Ville de Châteaubriant)  
14 h 00 : Départ du cortège pour la Sablière - Place du Château  
14 h 25 : Dans la carrière sous la présidence de M. Fernand GRENIER, Député honoraire, Chevalier de la Légion d'honneur

**VEILLEE DU SOUVENIR A NANTES  
MONUMENT DES 50 OTAGES**

(Pont Morand)

*le 22 octobre à 17 h 15*

Dépôt de gerbes - Allocution  
Remise du drapeau du Comité du Souvenir

"NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE  
PUBLICITE"  
S.A.R.L. au capital de 50 000 F  
Siège social : 41, rue des Olivettes  
44000 Nantes  
R.C.S. Nantes  
N° SIRET 32151228700012  
Code A.P.E. : 5120  
Gérant : M. Maurice ROCHER  
Rédacteur en chef : Jean PERRAUDEAU  
Associés à parts égales :  
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,  
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS  
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.35.  
REDACTION : Tél. 40.89.72.28.  
TELECOPIE : 40.48.65.76.  
Imprimerie Commerciale  
32, bd Laënnec - RENNES  
C.C.P. n° 52 987

## CONFERENCE avec Louis OURY

**MARDI 23 OCTOBRE  
à 20 h 30**

**"L'affaire des 50  
otages"**

Bibliothèque Paul  
ELUARD  
31, avenue des Plantes  
Saint-Herblain

**CHATEAUBRIANT  
OCTOBRE 1941**

## RESTAURANT HOTEL DE LA FERRIERE

\*\*\* NN

Route de Nantes  
CHATEAUBRIANT  
Tel. 40.28.00.28

dans un parc boisé  
à 2 Km du centre-ville

**REPAS A PARTIR DE 90F**  
Télex 701 353 - Fax 40.28.29.31  
BANQUETS - CONGRÈS - MARIAGES  
SALLE DE 200 PLACES

## ART FLORAL

FRANCE - FLEURS

**Mme Chaplais**

23, rue Aristide-Briand  
CHATEAUBRIANT  
Tél. 40.28.08.77 - 40.81.00.24  
Tél. 40.81.23.43

**INTERFLORA**

## TOURISME VERNEY

Lic. A-295

**LE PARTENAIRE DE VOS DÉPLACEMENTS  
EN GROUPE ET EN INDIVIDUELS**



**TOUS VOYAGES EN AUTOCARS DE TOURISME ET GRAND TOURISME  
CONSULTEZ-NOUS ET DEMANDEZ NOS CATALOGUES**

34, rue de la Marseillaise  
44028 NANTES Cedex  
Tél. 40-46-14-00

2, avenue des Sableaux  
44250 ST-BRÉVIN-LES-PINS  
Tél. 40-39-02-30

303 bis, Avenue de Lattre-de-Tassigny  
44500 LA BAULE  
Tél. 40-60-87-00



## Le Saint-Hubert

**RESTAURANT • BAR • TABAC**

Repas d'affaires - de famille - buffet  
OUVERT TOUS LES JOURS

Route d'Angers — La Touche d'Erbray  
44110 Châteaubriant

40.55.08.37



## LES ELUS COMMUNISTES ET REPUBLICAINS ET LES PROBLEMES

### DU BASSIN NAZAIRIEN

Au cours d'une conférence de presse des élus communistes et républicains du bassin nazairien, Marc Justy, après avoir montré, une nouvelle fois, la nocivité du projet de loi Joxe-Baylet sur les communes et ses habitants abordait des questions propres à la région.

#### EMPLOI et ACTIVITES ECONOMIQUES

Dans les entreprises, la précarité ne fait que se développer.

Le Golf constitue l'alibi pour accroître l'austérité pour les travailleurs ;

Aujourd'hui, si la coopération est nécessaire, les luttes sont indispensables pour assurer le développement de l'industrie navale et celle de l'aéronautique. La bataille ne peut se contenter d'une défense de ce qui existe, mais de développer le potentiel industriel de la Basse-Loire, ce qui ne met pas en cause les autres activités, bien au contraire... (services ou autres). On ne peut manquer

d'être inquiet à la suite de l'intervention du Ministre Chereque lorsqu'il déclare : "Aujourd'hui, vous voulez passer à une autre étape de la reconversion".

#### SDAU

A l'heure où est proposé la révision du SDAU (Schéma Directeur de l'Aménagement et de l'Urbanisme), il n'est pas inintéressant de faire un bilan de sa réalisation.

Rappelons qu'il avait été adopté dès 1973, par certaines communes. A cette époque, les Communistes précisait : "Le SDAU est une mystification idéologique doublée de la réalisation de la recherche du profit.

En effet, il était prévu, entre autres, un immense complexe pétrochimique avec chimie lourde, aluminium ; un complexe de fabrication de verre ; la population des 28 communes concernées devait dépasser les 200 00 habitants en 1985, et 354 000 en l'an 2000.

Le résultat se passe de commentaire !

Mais, où en serions-nous, si les Communistes et ses Elus, n'avaient pas appelé sans cesse à la lutte pour sauvegarder l'industrie et ses emplois ?

La proposition de révision du SDAU, en l'orientant vers le tourisme et vers l'intercommunalité, ne va-t-elle pas dans le sens de la loi Joxe-Baylet ? Dans cette révision, les Elus Communistes ne seront pas absents !

#### LES TRANSPORTS

Le développement des transports en commun est un élément important pour répondre aux besoins de la population. Sans relâche, les Elus Communistes avec Jean-Louis Le Corre comme Président du SIRNA, ont tout fait pour atteindre une agglomération de plus de 100 000 habitants afin d'obtenir le versement Transport. C'est un type de coopération indispensable pour le développement de chaque commune concernée.

En outre, le problème des transports en commun serait grandement facilité, si la gratuité du pont était appliquée.

Avec la construction du Pont de Cheviré, cette question est à l'ordre du jour à nouveau, puisque l'article 8 de la Concession du Pont de Saint-Nazaire est maintenant caduc.

Celui-ci devait s'appliquer pour une période de 15 ans après la mise en service (indemnisation en cas de perte financière due à la construction d'un ouvrage en aval de Nantes).

#### LE BRIVET

Veut-on ou ne veut-on pas préserver l'immense zone humide de 22 000 ha, qu'il irrigue ?

Pour nous, c'est une question fondamentale !

Les zones humides doivent être préservées.

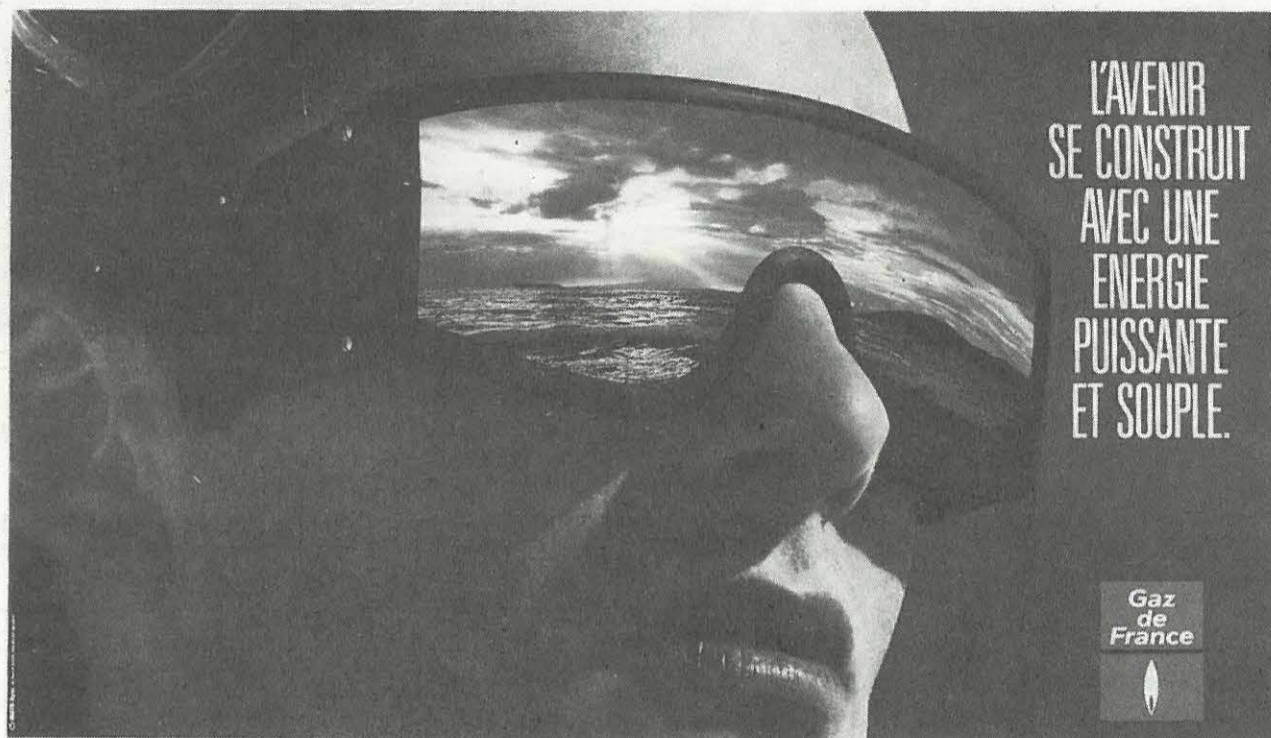
#### LE PARC DE BRIERE

Avec la révision de la Charte Régionale du Parc, nous serions inquiets, si on ne réaffirmait pas avec force, la volonté d'assurer la conservation du patrimoine biologique unique du Marais de Grande Brière, dont le caractère inaliénable, a permis la transmission jusqu'à nos jours de cette zone naturelle.

#### SIEPOM

Pour notre part, c'est une coopération qui a permis une meilleure approche du problème des ordures ménagères pour toutes les communes. Le débat est en cours et reste ouvert. Des améliorations intéressantes ont été apportées à la décharge de CUNEIX.

Il reste à définir des solutions adaptées à long terme.



Avec le gaz naturel, voir autrement, voir plus loin.

Les hommes et les femmes de Gaz de France sont des spécialistes à l'écoute de vos besoins. Vous pouvez compter sur eux. Ils ont à cœur de développer avec vous un partenariat dynamique qui fera des Pays de la Loire une grande région européenne.

Gaz  
de  
France





# LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT, HENRI KRASUCKI A NANTES

## ET A SAINT-NAZAIRE : UN SUCCÈS



La visite du Secrétaire Général de la C.G.T., Henri Krasucki ; dans le département de Loire-Atlantique, ne sera pas passé inaperçue.

700 militants se sont réunis à la Maison du Peuple à Saint-Nazaire et ont participé à un débat fructueux sur les problèmes liés au syndicalisme, à la situation économique et à la lutte des travailleurs, à l'unité d'action et aux convergences d'intérêts entre les différentes catégories de salariés (ouvriers, techniciens, cadres, ingénieurs) à la situation internationale.

La visite du secrétaire général de la CGT s'est clôturée par un meeting en plein air devant la Maison du Peuple où, sur un ton offensif, Henri Krasucki a abordé une série de questions au cœur des préoccupations des 1 500 personnes rassemblées et qui ont écouté avec une grande attention.

Venant dans un département où la construction navale a pris des coups importants (fermeture des chantiers nantais, réduction du potentiel nazairien) Henri Krasucki insistait avec force sur l'avenir de cette industrie, en liaison avec la forte augmentation des commandes mondiales de navires.

"Les années 90, devait-il dire, vont être celles d'un véritable boum de la construction navale. A côté des paquebots, il y a d'autres créneaux que la France peut occuper : les méthaniers, les pétroliers. Saint-Nazaire et la Ciotat sont bien placés et complémentaires". Et il montrait ensuite qu'il y a place en France pour deux grands chantiers, à la Ciotat et à Saint-Nazaire. Au passage, il "accrochait" Jacques Chereque, venu

dans la région quelques jours avant : "Partout où il passe, bien des usines trépassent. Ses visites, en général, ne sont pas un bon signe. C'est une sorte de commis voyageur qui met tout de même la main à la mauvaise pâte. Et si j'ai un conseil à vous donner : méfiez-vous..."

Henri Krasucki, abordant les attaques dont la protection sociale et le secteur de la santé sont l'objet de la part du gouvernement, fustigea le ministre de la Santé, Claude Evin : "il arrive parfois qu'un ministre de la région, ça peut créer des facilités. C'est discutable, mais ça fait partie de la vie. Manifestement, ça n'est pas le cas ici où il a mis en place sa réforme hospitalière sans attendre qu'elle soit votée et c'est la suppression d'établissements hospitaliers". Encourageant les agents hospitaliers à lutter contre les transferts d'établissements et la suppression de lits, il réaffirma l'opposition de la CGT à la contribution sociale généralisée, et plus généralement aux coups portés contre la protection sociale et le droit à la santé.

Le secrétaire de la CGT ne passa pas sous silence les conséquences de la crise du Golfe que le gouvernement veut faire payer aux travailleurs. "C'est un mensonge et une escroquerie", ajoutait-il, avant de préciser que "les mesures contenues dans le projet de budget, étaient déjà arrêtées par le gouvernement avant que ne soit créée la tension dans le Golfe arabo-persique".

Henri Krasucki termina son intervention fortement applaudi en appelant au développement de l'action "plus forte et plus unitaire" contre l'austérité renforcée.

### DEFENDRE LA PROTECTION SOCIALE

#### DECLARATION DE LA FEDERATION DE LOIRE- ATLANTIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

"Le gouvernement activement soutenu par le CNPF entend aggraver les coups contre le système de protection sociale français.

Cette offensive contre la sécurité sociale touche l'ensemble des salariés, des chômeurs, des familles et touche aussi l'ensemble des personnels des organismes de sécurité sociale.

Plus que jamais, l'heure est au rassemblement le plus large, des salariés de toutes catégories et de tous secteurs, des sans emplois, des jeunes et des familles pour mettre en échec les projets conjoints du gouvernement, du 1er Ministre et du Patronat, pour défendre notre système de protection sociale.

Dans ce sens, la Fédération de Loire-

Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, apporte son total soutien à l'action des personnels de la Sécurité Sociale du département qui avec l'ensemble de leurs organisations syndicales luttent pour leurs salaires, la reconnaissance de leurs qualifications, de nouveaux déroulements de carrière, l'arrêt des suppressions d'emploi, agissant ainsi contre la dégradation du service rendu aux assurés".

#### Souscription du 70e anniversaire du PCF

J'apporte ma contribution pour donner au PCF les moyens de son combat pour la justice, les libertés, la paix

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Somme versée .....

A adresser à l'ordre de  
Gilles BONTEMPS

### RENTREE SCOLAIRE : CONFERENCE DE PRESSE DE LA FEDERATION DE LOIRE-ATLANTIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Michel Gouty, après avoir souligné la dégradation des conditions de la rentrée scolaire 90, qui est une des plus difficiles que nous ayons connue, a mis en évidence la cohérence et la finalité de la série de réformes gouvernementales (projet Jospin pour l'Ecole Primaire, Projets d'Ecole, Plan Universités 2000, la Formation Professionnelle et l'Apprentissage, etc.).

Celles-ci sous couvert de remédier aux carences actuelles, ne font qu'aggraver les inégalités devant la formation.

A la conception du travailleur "flexible" correspond celle de l'élève et de l'étudiant "flexible".

La priorité du gouvernement est celle du surarmement. Ces choix ne sont pas une fatalité.

Aider les parents, enseignants et élèves à se rassembler pour se défendre et discerner qu'une autre politique est possible, tel est l'esprit de la

campagne "SOS RENTREE".

De nombreuses luttes victorieuses dans le département (Saint-Nazaire, Saint-Herblain, Nantes, Vertou...) montrent que l'on peut peser plus fort dans le sens d'une autre politique scolaire.

Les moyens financiers existent avec les 40 milliards pris sur le surarmement.

Enfin, Michel Gouty démontra la supercherie sur le projet de Budget 91, annoncé comme "un effort sans précédent".

Exemple : en 83, le budget de l'Education Nationale représentait 3,63 du PIB. En 91, pour qu'il soit au même niveau, il faudrait rajouter 33,1 milliards au budget 90 et 32,8 milliards en 89.

De plus, la décision de réduire de 800 millions le budget 91, sous prétexte de la crise du Golfe est inacceptable et mensonger. Car les mesures d'austérité comme la suppression de

la Physique et Chimie en 6ème et 5ème, ainsi que le refus d'une nouvelle étape de la revalorisation sont bien antérieures à l'invasion du Koweït.

C'est donc à la hausse et non pas à la baisse qu'il faut réviser le budget 91 en préparation.

### NECROLOGIE

Nous apprenons avec tristesse le décès de notre camarade Jean ORTUON.

Les cellules M. Thorez, Port Boyer-Eraudière, la section de Nantes du PCF, en ces douloureuses circonstances assurent sa famille de leur amitié fraternelle.



DU 27 SEPT. AU 21 OCT. 1990  
**CROZATIER**  
 Meubles & Décoration



## HEUREUX ... CHOMEURS !

Les travailleurs des Pays de l'Est vont connaître les délices du monde capitaliste. Enfin, ils vont pouvoir goûter aux saines joies procurées par le chômage, jusqu'ici inconnu chez eux.

Et les prévisions sont audacieuses : un million de chômeurs ici, deux millions par là ; deux millions et demi là-bas. Ça va baigner.

Donc, des experts de Pologne, de Tchécoslovaquie, de R.D.A., de Roumanie, de Yougoslavie, de Hongrie, d'U.R.S.S. se sont réunis en conclave à Paris pour apprendre à gérer le phénomène.

La France, paraît-il, est un modèle dans le genre. C'est vrai que nos gouvernants avec les T.U.C., les C.E.S., les P.I.L., les S.I.V.P., ... sont passés maîtres dans l'art, sinon de réduire le chômage, au moins de faire baisser les statistiques.

Une délégation bulgare est même venue en Loire-Atlantique s'enquérir des dispositions en place.

Et ces nouveaux technocrates de l'Est sont repartis, ravis, nous apprend-on !

Il n'y a que les chômeurs de ces pays qui, eux, auront de fortes raisons de ne pas rigoler.

**-50%**

LE CANAPE 19.940F

**9.970**

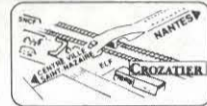
**-50% SUR LES CANAPES.**

SIGNALES EN MAGASIN POUR L'ACHAT D'UN SALON 3 PIECES

DESCRIPTEUR : SALON en vachette pleine fleur, lustrage sans de chrome, finition aniline, structure cadre recouverte en sapin et aggloméré, suspensions sangles élastiques, garnissage mousse de polyuréthane et dacron, densité assises 25 kg/m<sup>2</sup>, dossier 15 kg/m<sup>2</sup>, accoudoirs 18 kg/m<sup>2</sup>, comprenant : 1 CANAPE FIXE 3 places, L 206 x H 90 x P 96 cm - 2 FAUTEUILS, L 100 x H 90 x P 96 cm - Le canapé 3 places 15.440F - 50% = 9.970F - Le fauteuil 7.600F - Les 3 pièces 25.300F

Place de la Gare ☎ 40.22.12.56 - SAINT-NAZAIRE

OUVERT TOUS LES JOURS : 9H - 12H ET 14H - 19H, SAUF LUNDI MATIN



Buingamp

Lorient

Le Mans

Nantes

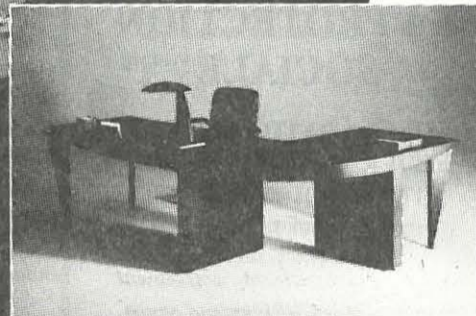
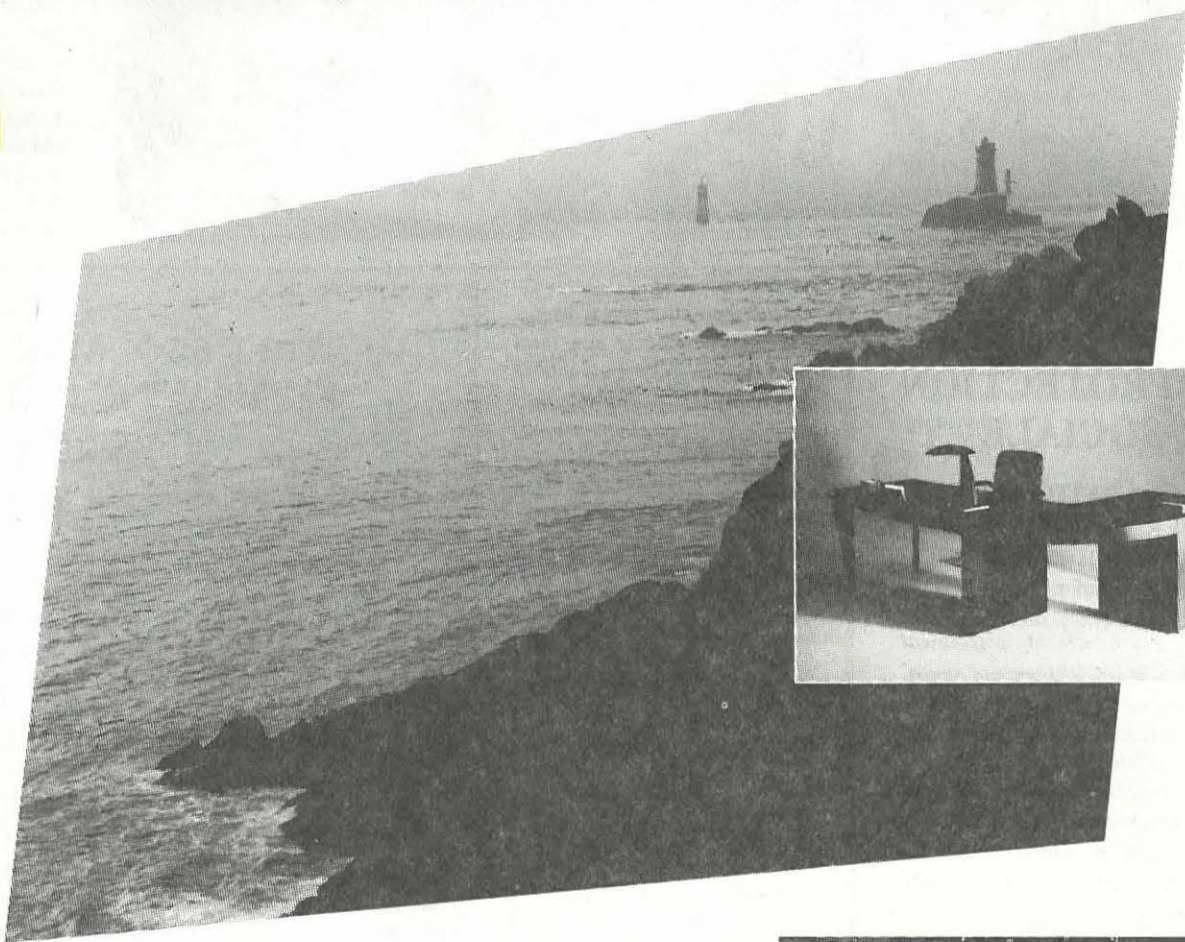
Luçon

### BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

Notre présence au cœur de votre région représente, pour vous, un avantage irremplaçable.

Dans tous les cas, B.L.E. apporte des solutions adaptées, cohérentes et durables, dans le cadre des besoins recensés et à l'intérieur d'un budget défini au préalable.

En somme une réponse sur mesure à votre problème et la certitude d'avoir fait le bon investissement.



BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT  
 92 rue Carnot 58100 Lorient 97 21 85 71

groupe gitec

